

Kai Nielsen

*Les États-nations sont-ils des choses du passé?
Le défi de la mondialisation*

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. À la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. À la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations.

Manifeste du parti communiste

N'est-ce pas là une excellente description de la mondialisation ?

DAVID HARVEY

Il y a mondialisation économique lorsque des organisations transterritoriales dirigent et contrôlent substantiellement les structures économiques du monde. En sus de cette mondialisation économique, il y a

mondialisation culturelle, sociale et politique lorsque des organisations transterritoriales d'une importance comparable dirigent et contrôlent substantiellement ces domaines. Et il y a une mondialisation forte — certains parlent alors d'hypermondialisation — lorsque ces organisations transterritoriales dirigent et contrôlent la vie économique, culturelle, sociale et politique des États-nations à un point tel que ceux-ci n'ont aucun moyen pratique d'élaborer et de maintenir des options politiques ou des programmes que leur peuple souhaite dans son propre intérêt, si cet intérêt va à l'encontre d'impératifs économiques mondiaux définis par le capitalisme néolibéral. Dans cette vision hypermondiale, les États-nations ne sauraient s'opposer avec succès à ces impératifs. Ils n'ont d'autre issue que de se conformer aux ordres des organisations transterritoriales en ce qui concerne la plupart des questions économiques, politiques, sociales et culturelles les plus fondamentales¹. Dans une telle situation, l'autonomie des États-nations est sérieusement compromise.

Nous sommes en présence de formes affaiblies de mondialisation lorsque les organisations transterritoriales ne font qu'exercer une influence qui limite d'une façon ou d'une autre la capacité des États-nations de déterminer leur propre orientation dans ces domaines essentiels. Et il n'y a aucune mondialisation lorsque aucune organisation transnationale n'exerce une telle influence.

Il n'y a ni dichotomie ni différence de *nature* entre une mondialisation forte et une mondialisation faible, mais il existe d'importantes différences de degré. Nous pouvons également avoir et avons effectivement différentes conceptions de la mondialisation, qui en font un phénomène plus ou moins fort selon les types que j'ai mentionnés. Ce sont les conceptions fortes de la mondialisation qui, concrétisées sous forme de processus réels du monde (ou ayant de fortes chances d'être réalisés), constituent une menace contre la démocratie et contre la capacité d'autodétermination des nations. Mais ne perdons pas de vue que nous ne sommes en présence ici que d'une différence de degré. Certaines mondialisations faibles peuvent également saper dans une grande mesure les pouvoirs des États-nations.

Je n'aborderai ici que la mondialisation qui existe réellement et surtout l'évolution qu'elle pourrait connaître dans un proche avenir. Cette mondialisation a une nature non seulement capitaliste, mais néolibérale. En l'absence d'un État mondial ou d'une fédération mondiale raisonnablement forte et efficace, toute mondialisation capitaliste keynésienne ou néo-keynésienne paraît impossible. Comme beaucoup d'autres, je

1. G. Teepie, *Globalization and the Decline of Social Reform*, Toronto, Garamond Press, 1995.

soutiens que la mondialisation qui existe réellement (ou une mondialisation assez proche) menace la démocratie et menace aussi tout État-nation qui se voudrait plus qu'un simple véhicule de ce capitalisme².

Les défenseurs d'une mondialisation faible noteront avec raison que nous ne sommes pas encore parvenus à ce « meilleur des mondes » néolibéral. La plupart des multinationales, bien qu'elles soient trans-territoriales, ne sont pas vraiment transnationales puisqu'elles sont encore ancrées dans leur pays d'origine ; il y a des blocs commerciaux régionaux ; la plus grande partie du commerce mondial se fait entre les États capitalistes du Nord et une grande partie de la main-d'œuvre n'est ni échangeable ni mobile. Par conséquent, nous n'y sommes pas encore³. Mais le néolibéralisme, avec son idéologie antiétatiste et sa conception de la rationalité économique, s'efforce de faire de la mondialisation forte une réalité. Je vais d'ailleurs tenter de prouver qu'il y a déjà de nombreux signes de son avènement. Ce faisant, je chercherai à établir que la mondialisation néolibérale qui existe déjà constituée, dans sa forme actuelle et encore plus dans la forme qu'elle risque de prendre, une menace grave contre la démocratie et contre une autonomie raisonnable des États-nations ou des États multinationaux.

Ce point de vue ne s'oppose pas au nationalisme social libéral cosmopolite que j'ai défendu ailleurs⁴. Car, contrairement à ce que j'expose essentiellement ici, il s'agissait là de théorie politique normative. Mais « devrait » implique « peut ». Ici, je pose la question de savoir ce que l'État-nation « peut » face au défi de la mondialisation forte. Compte tenu de la réalité de l'ordre économique mondial (s'il existe une telle réalité), est-ce que les États-nations peuvent exercer avec un degré quelconque d'efficacité leur droit à l'autodétermination⁵?

2. *Ibid.* ; voir aussi J. A. Scholte, « Global Capitalism and the State », *International Affairs*, vol. 73, 1997, p. 427-453.

3. On trouvera un point de vue fortement mondialisé dans M. Miyoshi, « "Globalization", Culture, and the University », dans F. Jameson et M. Miyoshi (dir.), *The Cultures of Globalization*, Durham (Car. du N.), Duke University Press, 1998, p. 248-250.

4. Voir « Cultural Nationalism, Neither Ethnic Nor Civic », *Philosophical Forum*, vol. 28, nos 1-2, 1996-1997, p. 42-52 ; « Is Global Justice Impossible? », *Res Publica*, vol. IV, n° 2, 1998, p. 131-166 ; « Cosmopolitanism, Universalism and Particularism in an Age of Nationalism and Multiculturalism », *Philosophic Exchange*, 1998-1999, p. 4-39 ; « Nationalism, Socialism and the Case of Quebec », *Arena Journal*, n° 14 (nouvelle série), 1999-2000, p. 83-98 ; et J. Couture et K. Nielsen, « Liberal Nationalism Both Cosmopolitan and Rooted », dans J. Couture, K. Nielsen et M. Seymour (dir.), *Rethinking Nationalism*, Calgary, University of Calgary Press, 1996, p. 579-663.

5. Pour des arguments détaillés quant à l'inexistence d'une telle réalité, voir P. Hirst et G. Thompson, *Globalization in Question: The International Economy and the Possibilities of Governance*, Cambridge, Polity Press, 1996 ; et G. Thompson,

Un autre préliminaire. Je suis opposé à la mondialisation capitaliste, mais pas à la mondialisation en soi. À moins d'une guerre nucléaire ou d'un grand bouleversement économique aboutissant à une crise mondiale prolongée, la mondialisation, bien qu'approvoisable, est irréversible. Du moins, peut-on le croire⁶. En fait, une mondialisation démocratique — une mondialisation par la base plutôt que par le haut — serait à mon avis une très bonne chose. Elle ne menacerait pas la démocratie. De plus, avec l'avènement d'un tel socialisme, la démocratie ne s'arrêterait pas, comme elle le fait actuellement, à la porte du lieu de travail. Grâce à un contrôle démocratique du lieu de travail, le socialisme étendrait la démocratie d'une manière beaucoup plus profonde que ne pourrait le faire aujourd'hui la meilleure démocratie capitaliste sociale libérale. Mais je laisserai cette discussion pour une autre occasion.

Je me limiterai donc ici au défi, au moins présumé, que représente pour les États-nations la mondialisation capitaliste néolibérale. Nous devons examiner soigneusement ce défi. Je ne veux pas que nous, nationalistes sociaux libéraux, bâtissions un pays pour découvrir qu'en définitive il est tellement sous l'influence du capitalisme mondial qu'il n'est que le véhicule d'un ordre économique mondial néolibéral.

Les défis de la mondialisation forte

Les tenants de la mondialisation forte soutiennent qu'un ordre mondial capitaliste assorti d'un régime social réduit à l'essentiel constitue la seule option rationnelle possible. Grâce aux nouvelles technologies, les marchés économiques peuvent instantanément virer de l'argent n'importe où dans le monde. Autrement dit, les capitaux sont devenus incroyablement mobiles. Cette situation a changé les choses pour les gouvernements, qui n'ont plus la même latitude en termes d'élaboration de politiques, et en particulier de politiques macroéconomiques. Comme l'a noté *The Economist*, «quand un gouvernement fait un faux pas, les marchés votent contre lui à une vitesse impitoyable⁷». Pour les partisans de la mondialisation forte, la gouvernance politique, démocratique ou non, cède de plus en plus le pas à la loi du marché, et

«Economic Globalization?», dans D. Held (dir.), *A Globalizing World? Culture, Economics, Politics*, Londres, Routledge, 2000, p. 85-126.

6. On trouve des raisons permettant de mettre cela en doute dans L. Weiss, «Globalization and the Myth of the Powerless State», *New Left Review*, n° 225, 1997, p. 3-27 ; «Globalization and National Governance: Antinomy or Interdependence?», *Review of International Studies*, vol. 23, n° 5, 1999, p. 59-88 ; et «Managed Openness Beyond Neoliberal Globalism», *New Left Review*, n° 228, 1999, p. 126-140.

7. *The Economist*, mai 1996, p. 30.

l'économie se substitue au politique — ou si ce n'est pas exactement la « loi du marché », pour des raisons exposées par Paul Bairoch et Noam Chomsky, c'est du moins la loi des multinationales géantes⁸. Compte tenu de la mobilité du capital financier et, à un degré moindre, du capital industriel, les gouvernements ont de moins en moins de latitude pour agir sans se soucier d'impératifs commerciaux, surtout si la question en cause a des effets sensibles sur l'accumulation du capital, c'est-à-dire sur la recherche infatigable et ininterrompue du profit maximum à travers le monde. Quand l'orientation fondamentale de l'économie mondiale — et des économies nationales — est en cause, ce sont les capitalistes et non les politiciens qui ont le dernier mot. Par exemple, un pays qui a pris des engagements sociaux-démocrates et qui impose donc fortement la société, ou dont les politiques sociales font augmenter les coûts de la main-d'œuvre, verra les multinationales et les autres grandes sociétés plier bagages pour aller s'établir ailleurs. Ainsi, le Québec, où se trouvent un certain nombre de grandes sociétés pharmaceutiques, est obligé d'adapter sa législation en leur faveur, sans trop se soucier des consommateurs, pour éviter qu'elles ne fassent un petit saut en direction de l'Ontario ou de New York, ou peut-être même un grand saut à destination de Taiwan. C'est là une histoire de plus en plus courante qu'on entend, avec quelques légères variantes, partout dans le monde⁹.

Le programme de mondialisation du néolibéralisme aboutit, en intention sinon en fait, à un libéralisme individualiste antiétatique très éloigné du libéralisme social de John Dewey ou de John Rawls. Comme l'écrivent Paul Hirst et Grahame Thompson, « libérée du politique, la nouvelle économie mondialisée permet aux sociétés et aux marchés de répartir les facteurs de production de la façon la plus avantageuse, sans les distorsions causées par l'intervention de l'État. Le libre-échange, les sociétés transnationales et les marchés mondiaux des capitaux ont libéré les entreprises des contraintes du politique, leur permettant d'offrir aux consommateurs les produits les moins coûteux et les plus efficaces. [...] L'activité commerciale est primordiale et le pouvoir politique n'a d'autre fonction que de protéger le régime mondial de libre-échange¹⁰. »

8. P. Bairoch, *Economics and World History*, Chicago, University of Chicago Press, 1993 ; N. Chomsky, « Free Trade and Free Market : Pretence and Practice », dans F. Jameson et M. Miyoshi (dir.), *op. cit.*, p. 356-370.

9. Voir à ce sujet G. Therborn, « Social Democracy in One Country? », *Dissent*, 2000, p. 59-65.

10. P. Hirst et G. Thompson, *op. cit.*, p. 176, décrivent ce point de vue sans toutefois le défendre.

Les démocraties capitalistes riches (comme les États-Unis) ont une population profondément apolitique¹¹. Dans l'essentiel du discours public, la politique est marginalisée et banalisée. Les gens ne pensent pas à la politique, comprennent mal les forces politiques qui touchent (certains diraient plutôt qui mènent) leur vie et s'en soucient fort peu. Comme Evans, McBride et Shields l'ont dit, «l'idée d'un gouvernement dûment élu et doté du pouvoir de gérer les affaires de la nation et de contrôler son programme politique dans les limites de son territoire — condition préalable de la gouvernance démocratique — est usée¹²».

Si cette image de la mondialisation est proche de la réalité, l'État-nation ou l'État multinational n'a pas beaucoup d'avenir, sauf comme mécanisme accessoire servant à aplanir dans toute la mesure du possible le développement du capitalisme mondial. Ce tableau de la mondialisation forte est-il réaliste? La mondialisation va-t-elle créer une force supranationale transnationale incontrôlable à laquelle aucun gouvernement national ne pourra résister?

Les tenants de la mondialisation forte considèrent, comme Thomas R. Donahue le dit sans ambages, que «le monde est devenu un énorme bazar où les nations, en concurrence les unes avec les autres, bradent leur main-d'œuvre et offrent les plus bas prix pour obtenir des commandes¹³». Nous avons donc une course sans merci engagée sous la poussée d'une nouvelle classe capitaliste internationale qui peut se permettre de faire abstraction des politiques, des lois et des règlements des États-nations, et qui exerce des pressions irrésistibles en vue de réduire les salaires, d'abaisser les normes du travail et d'affaiblir la réglementation sociale et environnementale partout dans le monde. Pour les tenants de la mondialisation forte, «ce nouvel ordre capitaliste mondial neutralise les capacités politiques de l'État-nation, qui doit s'adapter de plus en plus aux critères fixés par les forces concurrentielles du marché mondial¹⁴».

S'agit-il de sornettes (ou de *globaloney*, comme le dit David Harvey) ou de *realpolitik*? Ou bien est-ce quelque chose d'intermédiaire,

11. C. Boggs, *The End of Politics*, New York, The Guilford Press, 2000.

12. M. B. Evans, S. McBride et J. Shields, «National Governance Versus Globalization: Canadian Democracy in Question», *Socialist Studies Bulletin*, n° 54, 1998, p. 6; D. Held, «Democracy from City-States to a Cosmopolitan Order», dans D. Held (dir.), *Prospects for Democracy: North, South, East, West*, Stanford (Ca.), Stanford University Press, 1993.

13. T. R. Donahue, «International Labour Standards: The Perspective of Labour», dans *International Labour Standards and Global Economic Integration: Proceedings of a Symposium*, Washington (D. C.), US Department of Labour, 1994, p. 47.

14. M. B. Evans, S. McBride et J. Shields, art. cité, p. 10.

comme la description hyperbolique d'un phénomène très réel devenant tous les jours plus concret, et qui présente un danger immédiat pour la viabilité d'un État-nation qui voudrait être plus qu'un véhicule du capitalisme mondial? Plus encore, ce phénomène ne menacerait-il pas aussi la possibilité même qu'advienne toute forme de «démocratie cosmopolite» mondiale qui serait plus qu'un simple véhicule du capitalisme mondial?

Ce qui est en cause dans le débat entre la mondialisation forte et la mondialisation faible, c'est le genre d'économie internationale qui existe ou qu'on verra inexorablement sous peu. Avons-nous une économie essentiellement transnationale ou bien une économie qui, malgré un volume important de commerce et d'investissements internationaux, demeure encore nationale, c'est-à-dire dans laquelle «les actions et les processus économiques intérieurs jouent encore un rôle central¹⁵»?

Persistence de l'État-nation

Il y a lieu de noter d'abord quelques points communs entre mondialisation forte et mondialisation faible. Les facteurs propices à la mondialisation, qu'elle soit forte ou faible, sont les suivants : 1) Une déréglementation financière faisant suite à l'abandon des accords de Bretton Woods en 1970. À cause de cet abandon, nous avons maintenant un régime économique international plus volatile caractérisé par la décentralisation, et sa coordination relève du marché alors que l'ancien régime de Bretton Woods visait à une coordination par le pouvoir politique ; 2) Les réductions de coûts dues à l'évolution technologique sont en train de rendre caduques les contraintes antérieures de distance et de temps¹⁶. Il est aujourd'hui possible de déplacer de l'information et des biens à une vitesse et à un coût qu'on n'aurait même pas pu imaginer il y a quelques années à peine. Des virements financiers ayant de profonds effets sur la situation économique de tout un pays peuvent être faits littéralement en un instant ; 3) Les formes d'organisation et de production économiques ont considérablement évolué. Nous avons assisté à une dispersion géographique et à une fragmentation des systèmes d'organisation économique, de répartition du travail et de spécialisation des tâches. Et, paradoxalement, cette évolution s'est souvent accompagnée d'un niveau accru

15. P. Hirst et G. Thompson, *op. cit.*, p. 176.

16. W. E. Scheuerman, «Corporations Against the Rule of Law», *Constellations*, vol. 6, n° 1, 1999, p. 3-25 ; et «Globalization, Exceptional Powers and the Erosion of Liberal Democracy», *Radical Philosophy*, n° 93, 1999, p. 14-23.

de concentration des entreprises¹⁷. Il ne fait aucun doute que tous ces faits sont réels, mais leur étendue et leur portée sont contestées.

Il y a un certain nombre de faits connexes qui sont également incontestables : le commerce mondial a connu une croissance rapide depuis les années 1980 ; dans la même période, l'investissement étranger direct a augmenté à un rythme accéléré ; la production de biens et de services revêt un caractère plus international ; même si ce changement n'est pas très marqué, les pays les moins développés sont tout de même plus présents dans l'économie mondiale. Les tenants d'une mondialisation forte pensent que ces faits confirment l'avènement d'un ordre socioéconomique radicalement différent. Et c'est à cette affirmation que s'opposent les tenants d'une mondialisation faible.

Quels sont leurs arguments contre la mondialisation forte ? Considérons premièrement la main-d'œuvre à l'échelle mondiale. Même s'il y a une augmentation sensible du nombre de travailleurs qui participent à des activités mondiales, il n'en est pas moins vrai que, dans les pays industrialisés, environ 70 % de la main-d'œuvre travaille dans le secteur des services et n'est par conséquent pas délocalisable. Dans les pays en développement, où la plupart des travailleurs ont un faible revenu, l'essentiel de l'emploi est concentré dans une agriculture de subsistance ou dans d'autres formes d'agriculture traditionnelle, ou encore (dans les centres urbains) dans des activités du secteur informel qui, pour la plupart, ne sont pas exportables. Dans des pays en développement comme l'Inde et la Chine, moins de 15 % des travailleurs œuvrent dans des secteurs dont la production est exportable¹⁸.

Deuxièmement, l'investissement étranger direct. Il continue à croître, mais il ne constitue encore que 5 % des investissements totaux dans le monde¹⁹. De plus, la plus grande partie du commerce de l'OCDE se fait entre les membres mêmes de l'organisation plutôt qu'avec les pays en développement. En outre, « les succursales étrangères des sociétés multinationales totalisent environ 15 % de la production industrielle mondiale, tandis que 85 % de cette production est le fait de sociétés nationales établies à un endroit unique²⁰ ».

Troisièmement, la mobilité du capital. Comme je l'ai noté plus haut, le capital financier est effectivement très mobile, mais le capital

17. D. Harvey, « Globalization in Question », *Rethinking Marxism*, vol. 8, n° 4, 1995, p. 1.

18. International Labour Organisation, *World Employment 1996-1997*, p. 5.

19. K. Moody, *Workers in a Lean World: Unions in the International Economy*, Londres, Verso, 1997, p. 7.

20. E. M. Wood, « A Reply to A. Sivanandan : " Globalization " or " Globaloney " ? », *Monthly Review*, vol. 8, n° 9, 1997, p. 24.

industriel l'est moins. Le capital industriel « est encore très limité dans sa capacité de plier bagage pour s'établir ailleurs²¹ ». De grandes migrations de population sont en cours, et pourtant, « en tant que facteur de production, la main-d'œuvre est pour l'essentiel immobile²² ». Cela nous donne sûrement des raisons de croire qu'elle n'est pas devenue authentiquement transnationale.

Quatrièmement, il y a aussi des difficultés concernant l'aptitude des multinationales actuelles à se transformer en sociétés transnationales²³. En effet, les multinationales ont encore leur siège dans des pays déterminés, au sein desquels elles sont intégrées et dont elles dépendent. Ce ne sont pas des sociétés internationales libres de toute attache. « Le symbole ultime de l'économie mondiale — la société transnationale sans identité nationale, qui brasse des affaires dans le monde entier — est encore beaucoup plus une image qu'une réalité : la plupart des multinationales continuent d'avoir de fortes attaches nationales puisque la majeure partie de leur actif, de leurs employés et de leurs décideurs reste dans un pays déterminé²⁴ ». De plus, les multinationales sont en majorité américaines.

Cinquièmement, il y a évidemment une augmentation du nombre et du pouvoir des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, comme la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce et le Fonds monétaire international. Il n'y a pas de doute que ces organisations sont devenues d'importantes institutions qui contribuent à la gestion des relations économiques internationales²⁵. Mais cela ne prouve pas, et ne permet même pas de conclure « qu'il existe une classe capitaliste internationale unifiée ou une organisation jouant le rôle d'une Internationale capitaliste²⁶ ». Nous devons nous rendre compte, comme l'ont dit Evans, McBride et Shields, que « la transition vers une plus grande interaction économique internationale est l'œuvre des États-nations, qui ont eux-mêmes créé des organismes tels que le FMI²⁷ ». Nous devons reconnaître, affirmement-

21. *Ibid.*, p. 24-25.

22. M. B. Evans, S. McBride et J. Shields, art. cité, p. 10. Voir également A. Sivanandan, « Casualties of Globalism », *Manchester Guardian Weekly*, vol. 163, n° 8, 2000, p. 13 ; et Z. Bauman, *Globalization: The Human Consequences*, New York, Columbia University Press, 1998, p. 77-127.

23. M. B. Evans, S. McBride et J. Shields, art. cité, p. 10.

24. G. Betcherman, *Labour in a More Global Economy*, Ottawa, Office of International Affairs, Human Resources and Labour Canada, 1993, p. 5.

25. M. B. Evans, S. McBride et J. Shields, art. cité, p. 11.

26. D. McNally, *Political Economy and the Rise of Capitalism: A Reinterpretation*, Berkeley (Ca.), University of California Press, 1990, p. 237.

27. M. B. Evans, S. McBride et J. Shields, art. cité, p. 11.

ils, que l'État-nation demeure « le principal véhicule d'injection du capital national (ou bien sûr multinational) dans le marché mondial²⁸ ». Les principales puissances économiques (États-Unis, Allemagne et Japon) sont « des intervenants particulièrement importants dans la formation des tendances et des conditions régissant le commerce international²⁹ ».

En sixième et dernier lieu, considérons les grands blocs commerciaux actuels. Ces blocs prouvent, aussi clairement que possible, qu'il n'existe aucun régime capitaliste mondial unifié. « Loin de constituer une économie mondiale hautement intégrée, la situation économique actuelle se caractérise bien plus par l'émergence d'un ordre économique mondial tripolaire. Les trois grands blocs économiques — à savoir l'Union européenne (avec l'Allemagne comme partenaire dominant), l'Amérique du Nord (centrée sur les États-Unis) et la région Asie-Pacifique (axée sur le Japon) — ne sont pas conçus pour fonctionner « comme des entités économiques autarciques, mais comme de grandes sphères commerciales libéralisées devant servir de rampe de lancement pour une plus grande concurrence sur les marchés mondiaux. La tendance à la formation de blocs commerciaux comprend donc des éléments à la fois internationalistes et protectionnistes » [D. McNally]. Une réorganisation géographique du capitalisme est en cours, comme en témoignent ces zones commerciales régionalisées, mais cela n'implique pas la disparition de l'État-nation³⁰. »

Nous n'avons donc rien qui ressemble à une union économique mondiale. Encore une fois, nous n'avons pas — ou, du moins, nous ne semblons pas avoir — un ordre économique mondial qui rejette l'État-nation sous prétexte qu'il serait dépassé.

La réponse des tenants de la mondialisation forte

Cette défense de la viabilité de l'État-nation est-elle solide? La mondialisation faible — ou peut-être pas de mondialisation du tout — l'emporte-t-elle sur la mondialisation forte? Je vais tenter d'établir que les choses ne sont pas aussi claires que les opposants de la mondialisation forte le croient. Il arrive que leurs critiques reposent sur des arguments spécieux, comme lorsqu'ils prétendent que les tenants de la mondialisation forte préconisent en fait une forme de déterminisme et de fonctionnalisme économiques qui, bien que cela ne soit pas leur intention, relèvent en réalité de la métaphysique. Mais il est difficile

28. E. M. Wood, art. cité, p. 28.

29. M. B. Evans, S. McBride et J. Shields, art. cité, p. 11.

30. M. B. Evans, S. McBride et J. Shields, art. cité, p. 11 ; voir également G. Thompson, art. cité.

de réfuter ainsi a priori la mondialisation forte, dont les tenants n'ont pas à défendre des affirmations aussi audacieuses et peut-être incohérentes, ni à les présupposer. Leur thèse est qu'ils ont décelé une tendance dans la façon dont les économies contemporaines fonctionnent, une tendance qui, selon des conjectures raisonnables, devrait s'intensifier et se généraliser. Ils ajoutent qu'à moins d'une catastrophe telle qu'une guerre nucléaire, cette tendance semble aussi irréversible que celle qui a mené au remplacement du cheval par le tracteur dans les pratiques de labourage, une fois que les gens ont disposé d'un tracteur et qu'ils ont connu des conditions économiques stables. Nous n'avons pas encore un ordre mondial unifié, disent-ils, mais c'est ce qui nous attend.

Pour les tenants de la mondialisation forte, les économies du monde sont de plus en plus intégrées et deviennent de plus en plus sensibles, à l'échelle mondiale, aux impératifs de la rationalité économique néolibérale. Dans ces conditions, il est de plus en plus difficile pour les États-nations de diriger leur propre économie nationale ou d'élaborer des politiques sociales ne correspondant pas au programme économique néolibéral mondial, programme qui, du moins dans l'idéologie néolibérale, est représentatif de la « rationalité économique » actuelle³¹. Toujours selon les tenants de la mondialisation forte, il n'est plus possible, à moins de risquer une catastrophe économique et sociale, d'isoler les économies nationales et les politiques sociales de la nouvelle économie mondiale avec ses stricts impératifs néolibéraux³². Les tenants de la mondialisation forte n'ont pas à affirmer que les économies du monde sont déjà très intégrées, il leur suffit de dire qu'il y a une tendance observable dans cette direction, que cette tendance s'intensifie et qu'elle est probablement irréversible.

31. N. Chomsky, art. cité. Dans notre analyse du fonctionnement du néolibéralisme, il faut distinguer l'idéologie du néolibéralisme et le néolibéralisme existant dans la réalité. Comme l'ont montré Paul Bairoch (*Economics and World History, op. cit.*) et Chomsky, un gouffre sépare dans ce domaine l'idéologie de la pratique. L'idéologie prône des libres marchés dénués de toute contrainte et ne favorise pas l'implication des États, le protectionnisme ou l'intervention. En réalité, un fort protectionnisme est pratiqué par les États les plus puissants, du moins jusqu'à ce qu'ils aient assuré leur hégémonie, et les « libres marchés » sont le lot des États les plus pauvres et les plus vulnérables. Le capitalisme britannique a prospéré et est devenu puissant grâce au protectionnisme face aux biens produits par l'Inde et l'Égypte, et en obligeant l'Inde à se désindustrialiser au cours du dix-huitième siècle. Les États-Unis ont fait à peu près la même chose en imposant des droits prohibitifs sur l'acier et le textile britanniques. Le Japon aussi. Les pays capitalistes qui sont devenus des pays développés ont précisément adopté les pratiques du libre marché.

32. Voir cependant G. Therborn, art. cité.

Il n'est pas question ici de métaphysique, c'est-à-dire d'absurdités concernant une quelconque inévitabilité historique; il s'agit plutôt de la *plausibilité empirique* de la thèse de la mondialisation forte concernant l'évolution des sociétés du monde³³.

Affirmer, comme le font les tenants de la mondialisation forte, que l'État-nation a perdu une bonne part de sa raison d'être et qu'il en perdra probablement encore plus avec le développement du capitalisme mondial revient à dire que les pouvoirs centraux autrefois détenus par l'État sont en train de s'amenuiser. Cela est particulièrement vrai dans le cas des États providence et des États qui s'en rapprochent (comme les États-Unis sous Roosevelt). À quelques honorables exceptions près (par exemple la Suède et la Finlande), ces États sont devenus ou sont en passe de devenir des serviteurs du capitalisme mondial, comme le sont d'une façon plus évidente les autres États capitalistes. Sous l'effet des systèmes d'organisation transterritoriaux, les États-nations ont perdu beaucoup des pouvoirs que détenaient ceux d'entre eux qui avaient un régime social-démocrate³⁴. Ils ne sont plus en mesure, toujours d'après les tenants de la mondialisation forte, d'adopter des politiques sociales assurant le bien-être de leurs citoyens. Cela est vrai dans des secteurs vraiment importants de leur vie. La notion d'une production destinée à répondre aux besoins humains de base n'est même plus envisageable comme élément d'un programme politique. Dans d'importants secteurs de notre vie sociale, nous avons, en tant qu'intervenants politiques, perdu la maîtrise du destin de l'État. Dans notre univers de plus en plus mondialisé, ce sont les impératifs de la rationalité économique, interprétés selon les canons de l'économisme néolibéral, qui déterminent principalement notre orientation, du moins sur le plan idéologique³⁵. Or, ces impératifs s'opposent à la démocratie et à toute initiative politique essentielle qu'un État-nation voudrait entreprendre³⁶. Jusqu'ici, le capitalisme — du moins le capitalisme mondialisé fondé sur l'économisme — remporte la victoire, asservissant de plus en plus les États.

33. I. Berlin, *Historical Inevitability*, Londres, Oxford University Press, 1954; K. Popper, *La société ouverte et ses ennemis*, vol. 2, Paris, Seuil, 1979.

34. Cette thèse néolibérale est très semblable à la conception marxiste de l'État. Je crois cependant que la thèse marxiste, qui ne s'appliquait que partiellement il y a quelque temps, devient encore plus fondée aujourd'hui à cause de la façon dont la mondialisation touche notre vie. Il est vraiment curieux de voir des tenants de la mondialisation forte fermement attachés à un programme néolibéral adopter une forme vulgarisée d'une thèse marxiste classique.

35. N. Chomsky, art. cité.

36. J. A. Scholte, art. cité.

Evans et ses collaborateurs n'acceptent pas ce point de vue. Pour eux, «s'il est vrai que les États-nations contrôlent moins la politique macroéconomique, ils conservent la maîtrise exclusive de leur territoire et de leur population nationale. Le capital est peut-être très mobile, mais les gens et la terre ne le sont pas³⁷.»

Cette assertion n'est pas très convaincante. Quel genre de contrôle les États peuvent-ils exercer sur leur territoire et leur population s'ils ne contrôlent pas la politique de la santé, la politique fiscale, la politique culturelle, la politique d'investissement, la politique commerciale, la politique bancaire, la politique industrielle d'emploi, etc.? Ils peuvent sans doute mettre des gens en prison et, à certains endroits, les exécuter, ils peuvent les enrôler dans les forces armées, les obliger à aller à l'école jusqu'à un certain âge, leur interdire la violence contre les personnes et les biens, leur imposer le respect des règles de la circulation et ainsi de suite; ce sont essentiellement les fonctions d'un gardien de nuit, ou des fonctions de valorisation du capital — le capitalisme ayant en effet besoin d'une main-d'œuvre formée, disciplinée et passive sur le plan politique. Et même si les gens ne sont pas aussi mobiles que le capital, notamment le capital financier, il y a quand même des mouvements de population de plus en plus importants qui résultent de la recherche de travail et de sécurité. Si l'État interdit la sortie ou l'entrée des gens, ceux-ci trouveront toujours des moyens illicites d'aller et venir selon les vœux du capitalisme³⁸. Dans un tel contexte, la souveraineté de l'État est totalement insignifiante.

Evans et ses collaborateurs avancent un autre argument: «Même s'ils ne peuvent plus prétendre au monopole exclusif de la gouvernance, les États-nations "sont loin de ne plus avoir leur raison d'être. Même dans un ordre libéralisé et dominé par le marché, le pouvoir public est indispensable pour protéger la propriété" [P. Hirst et G. Thompson]. De plus, pour maintenir la stabilité financière, économique et sociale, un certain degré de réglementation publique est essentiel. "L'économie

37. M. B. Evans, S. McBride et J. Shields, art. cité, p. 19.

38. E. Hobsbawm, «Ethnicity Migration and the Validity of the Nation-State», dans M. Walzer (dir.), *Toward a Global Civil Society*, Oxford, Berghahn Books, 1995, p. 235-240. On a contesté empiriquement l'affirmation selon laquelle, dans l'état actuel des choses, les mouvements de population sont aussi importants qu'on le prétend ci-dessus ou que Hobsbawm l'a soutenu. Selon les opposants de cette thèse, ce sont surtout les professionnels instruits recherchés par les différentes économies qui ont ce genre de mobilité (A. Sivanandan, art. cité, p. 13; Z. Bauman, *op. cit.*, p. 77-127). Même si cela est vrai, ce n'est qu'un ralentissement temporaire. Compte tenu de leur situation démographique, toutes les démocraties capitalistes riches, dont la population décroît, auront bientôt besoin d'une immigration massive pour assurer la stabilité de leur économie.

internationale ne peut atteindre à la stabilité que si les États s'entendent pour la réglementer et conviennent d'objectifs communs et de normes de gouvernance" [P. Hirst et G. Thompson]³⁹.»

Encore une fois, comme dans le cas de la première objection contre les assertions des tenants de la mondialisation forte concernant l'affaiblissement de l'État-nation, nous n'avons guère plus ici qu'un État aux fonctions de gardien de nuit et aux pouvoirs de facilitation du capitalisme: un État au service du capitalisme, dont les pouvoirs sont sévèrement limités par les impératifs économiques capitalistes. Selon les tenants de la mondialisation forte, nous n'avons plus d'États, comme les anciens États providence des démocraties sociales, qui fonctionnent à la fois pour soutenir le capitalisme et pour l'appriivoiser dans une certaine mesure dans l'intérêt de leurs citoyens⁴⁰. D'après eux, les États-nations contemporains ne peuvent plus élaborer des politiques répondant aux besoins et aux attentes de leurs citoyens. Leur souveraineté (si nous devons l'appeler ainsi) n'est pas suffisante pour leur permettre de s'opposer aux forces et aux pressions économiques du capitalisme mondialisé. Il est primordial de noter en outre le genre de réglementation dont ils s'occupent. Comme le mentionne Hayek, cette réglementation n'a d'autre but que d'assurer un climat sûr pour des marchés non réglementés. Nous sommes donc en présence d'un État vraiment minimal, dont les pouvoirs sont limités au point qu'il s'agit en réalité d'un État vraiment affaibli. Celui-ci n'est plus en mesure de s'occuper des intérêts de ses citoyens, sauf en ce qui concerne quelques capitalistes. Il n'y a, par exemple, aucune place pour une politique sociale — l'État ne pouvant même pas envisager de mesures comme de l'aide sociale — ou pour des objectifs comme celui de gouverner pour le bien commun⁴¹. Pour les tenants de la mondialisation forte, le seul « bien commun » à obtenir est celui qui découle d'une économie de marché libre et non réglementée. Dans cette conception néolibérale, l'État n'a à se soucier que du maintien d'un certain degré de stabilité, en évitant soigneusement toute intervention sur le marché. Des politiques visant à assurer le bien-être social ne peuvent que

39. M. B. Evans, S. McBride et J. Shields, art. cité, p. 19.

40. Pour une critique empirique plausible de cette thèse, qui constitue également une critique de l'assertion de Gray selon laquelle les démocraties sociales ne sont pas durables, voir G. Therborn, art. cité.

41. Pour des arguments persuasifs selon lesquels les choses ne vont peut-être pas aussi mal pour les démocraties sociales de la première voie (comme la Finlande et la Suède), par opposition aux « démocraties sociales » de la troisième voie (par exemple, la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande), voir G. Therborn, art. cité. Cette position s'oppose à une des affirmations principales de J. Gray, *False Dawn*, Londres, Granta Books, 1999.

perturber le marché et, ce faisant, clament les néolibéraux, nuire aux gens mêmes qu'elles sont censées aider.

Les États doivent discuter, puis concrétiser les résultats de cette discussion, afin de régler l'économie internationale et de convenir de normes et d'objectifs communs répondant aux besoins de leurs citoyens. Ainsi, nous pourrions aboutir à quelque chose d'assez robuste pour être qualifié d'État-nation efficace. Si certains États-nations peuvent travailler ensemble et y parvenir, ils pourront avoir un degré raisonnable d'autodétermination. Mais c'est justement ce genre d'État que le néolibéralisme ne peut pas tolérer, étant trop attaché à une économie de libre-échange mondial qui n'accepte pas d'autre contrainte que celle de la rationalité économique (c'est-à-dire de la maximisation du profit et de la minimisation des pertes) et celle de la primauté du droit, sous une forme très affaiblie⁴². Si les États peuvent régler l'économie et convenir d'objectifs communs, ils saperont les règles économiques mondiales du néolibéralisme axé sur le marché. Mais cet ordre néolibéral qui semble en train de dominer le monde ne peut pas, s'il veut maintenir son hégémonie, tolérer que des États-nations ayant de telles politiques touchent aux fondements mêmes de l'économie de marché⁴³. Il suffit d'observer les intervenants économiques sur la scène mondiale pour les voir saper ou essayer de saper de tels États afin d'assurer une accumulation maximale de capital sur des marchés libres de toute entrave. L'innovation et la liberté rendues possibles par de tels marchés créent, selon les tenants de la mondialisation forte, les conditions les plus propices à une satisfaction maximale des besoins humains. Pour tourner à plein rendement, l'économie ne peut pas tolérer que les États touchent à la souveraineté du consommateur. Il en est *peut-être* ainsi — bien que j'en doute personnellement — mais ce qu'il est important de retenir ici, c'est que cette situation réduit radicalement la capacité d'agir de l'État. Et nous n'avons pas la démocratie. Même si (et c'est un « si » important) le néolibéralisme peut amener la souveraineté du consommateur, cela ne nous donne pas la démocratie.

Je passe maintenant à un troisième argument d'Evans et ses collaborateurs : « [S]i le rôle central de l'État dans le monde contemporain est tellement diminué, ce n'est pas tant par suite de la restructuration inexorable de l'économie mondiale sur un modèle néolibéral, qu'à cause des choix politiques effectués par les États-nations et leurs dirigeants⁴⁴. »

42. W. E. Scheuerman, « Globalization, Exceptional Powers and the Erosion of Liberal Democracy », art. cité.

43. G. Teeple, *op. cit.*

44. M. B. Evans, S. McBride et J. Shields, art. cité, p. 14.

L'idéologie néolibérale antiétatiste a masqué, selon le même argument, le rôle actif joué par l'État pour isoler les mécanismes de gouvernance et édifier une nouvelle forme de régime compatible avec un système mondial de capitalisme néolibéral et avec ses impératifs de marché libre. Les États eux-mêmes ou leurs dirigeants agissent ouvertement pour se conformer à leur conception réelle ou déclarée de la rationalité économique⁴⁵. Cela est particulièrement évident dans le cas d'une puissance mondiale telle que les États-Unis. Certains sont allés jusqu'à dire qu'il faudrait remplacer le terme *mondialisation* par *américanisation*⁴⁶. Mais ce point de vue — à mon avis superficiel — mis à part, considérons cet autre argument important d'Evans et ses collègues: «L'une des contradictions les plus marquées de cette période de transformation est qu'il faut qu'existe un État fort pour que puisse naître un État flexible qui gèrera la mise en place d'un régime mieux adapté aux nouvelles conditions. Pour réussir dans cette entreprise, les dirigeants politiques doivent maintenant renforcer le pouvoir politique du gouvernement pour répondre aux exigences des systèmes politiques transformés qu'ils doivent diriger. Les mécanismes coercitifs de l'État doivent être assez solides pour lui permettre de contrer efficacement les "pressions démocratiques" [P. Aucoin] cherchant à empêcher le démantèlement de l'État providence, dans le but d'atteindre l'objectif néolibéral de domination du marché⁴⁷.» Ils en arrivent ainsi à la conclusion suivante: «Libéré de l'"obligation de se sacrifier" imposée par l'antiétatisme néolibéral, l'État-nation pourrait jouer un rôle beaucoup plus énergique, agissant à différents niveaux pour contrôler les effets des marchés internationaux⁴⁸.»

Cette conclusion pourrait être exacte. Je crois en fait qu'elle l'est. Mais ce n'est pas parce que leurs dirigeants les ont affaiblis en acceptant les impératifs néolibéraux qu'on peut affirmer que les États-nations demeurent viables. Pas plus qu'on ne peut affirmer que le communisme soviétique est viable parce que Gorbatchev, lui-même communiste, est responsable de la chute de l'Union soviétique communiste. Un État-nation fort peut être nécessaire pour que s'établisse un État minimal néolibéral, qui cède alors son pouvoir aux institutions transnationales. Toutefois, c'est seulement si un tel État-nation fort est nécessaire tant

45. N. Chomsky, art. cité.

46. W. Hutton et A. Giddens, «Is Globalization Americanization?», *Dissent*, été 2000, p. 58-63; E. Berndtson, «Globalization as Americanization», dans H. Goverde et al. (dir.), *Power in Contemporary Politics*, Londres, Sage Publications, 2000, p. 155-169.

47. M. B. Evans, S. McBride et J. Shields, art. cité, p. 19.

48. *Ibid.*, p. 19.

pour établir un État minimal néolibéral que pour le maintenir que nous aboutissons à la contradiction mentionnée par Evans et ses collaborateurs, qui consiste à dire que nous avons besoin d'un État fort qui n'est pas un État fort. Si Evans, McBride et Shields présentent des arguments permettant de croire que ce sont des intervenants étatiques qui ont, du moins à court terme, donné naissance à l'État minimaliste néolibéral, ils n'offrent aucune preuve de l'assertion selon laquelle un État fort — c'est-à-dire qui a plus que des pouvoirs de gardien de nuit et de facilitation du capitalisme — est nécessaire, une fois l'État néolibéral bien établi, pour maintenir celui-ci et donner aux citoyens d'un tel régime le sentiment qu'il a une certaine viabilité⁴⁹. Il pourrait en être ainsi, mais nous n'avons aucune raison de le croire. Il est plausible que la présence d'intervenants étatiques forts soit nécessaire pour donner naissance à un tel ordre social néolibéral et pour le maintenir à court terme, mais, une fois que l'idéologie néolibérale aura imprégné la conscience sociale de l'ensemble des citoyens, un État fort ne sera probablement plus nécessaire. Il est bien possible qu'après des années de domination de l'idéologie néolibérale, l'État minimal néolibéral donnera l'impression d'être un «aboutissement naturel», de représenter ce que les choses sont et doivent être pour que nous puissions vivre rationnellement. Peut-être aussi que, le cynisme aidant, la rationalité finira par ne plus vraiment compter : on admettra simplement que la situation est normale et qu'il ne sert à rien de s'en écarter. Toute autre conception paraîtra farfelue. On n'aura pas besoin d'une forme particulière d'État puisqu'on aura, en même temps et sous les mêmes angles importants, à la fois un État fort et un État faible, un État qui définit sa politique sociale et qui ne le fait pas. De toute façon, les tenants de la mondialisation forte n'ont pas à avancer cet argument sans queue ni tête. Car nous pourrions bien — cette idée n'est pas incohérente et pourrait même être vraie — avoir besoin d'un État fort à l'instant T_1 pour préparer la voie à un État faible à l'instant T_2 .

J'ai tenté d'établir, dans ce qui précède, qu'il n'est pas déraisonnable de croire que la mondialisation s'intensifie suffisamment pour nous inciter à nous poser sérieusement la question suivante : dans le cadre d'une mondialisation capitaliste, les États-nations contrôlent-ils ou peuvent-ils contrôler assez leurs affaires pour que nous puissions croire qu'ils ont le pouvoir d'établir des conditions de vie permettant l'épanouissement de leurs citoyens et de fonder un ordre social permettant

49. Il est possible, soutient Gray (*op. cit.*), que l'État néolibéral n'arrive jamais à s'établir d'une façon sûre pendant une période prolongée.

l'autodétermination⁵⁰? Je n'en sais pas assez aujourd'hui — peut-être n'en saurai-je jamais assez — pour déterminer ce qu'il est possible d'affirmer avec certitude. Y a-t-il d'ailleurs quelqu'un qui puisse le faire? Je peux dire cependant que nous ne devrions pas rejeter la thèse de l'obsolescence des États-nations à orientation sociale comme un simple produit de l'idéologie néolibérale. Nous ne devrions pas non plus la considérer comme «une question sans réponse», bien qu'elle pose peut-être une question qu'il faut préciser pour être en mesure d'y répondre.

Une brève et dernière observation. Il devrait être évident d'après le ton de ce texte que je n'aime pas beaucoup ce que j'ai appelé la mondialisation forte, c'est-à-dire la mondialisation capitaliste néolibérale. Je crois qu'elle serait catastrophique si elle venait à se concrétiser. Le monde dans lequel nous vivons est déjà une jungle sur le plan moral. Une telle mondialisation ne ferait que rendre la jungle plus dense, plus obscure et plus étouffante. Mais cela n'a pas été mon propos puisque je n'ai voulu ici qu'indiquer les défis que pose la mondialisation forte. Nous ne devons pas fermer les yeux sur les risques qu'elle comporte et sur les catastrophes qu'elle ne manquerait pas de provoquer. Nous devons chercher avec détermination et intelligence des stratégies de résistance, qui nous permettront de créer un monde meilleur que celui auquel mènent le capitalisme et la mondialisation dans leur forme actuelle.

50. J. A. Scholte, art. cité.